

Conseil national du PCF

25 avril 2006

Chantal Delmas, Val d'Oise

Aider au lien projet-rassemblement-organisation

1. La lutte contre la politique de Sarkozy doit s'accompagner de la construction d'un projet alternatif.

Ce projet n'a de validité que si une majorité de citoyens français participent à l'élaboration du contenu et se l'approprient. Il n'y a pas de remèdes miracles pour sortir du bipartisme de la vie politique française : cela passe par l'expérimentation. Nous devons nous engager dans un processus, il n'y a rien de pire que l'immobilisme. Nous avons déjà des acquis : le non de gauche, les différents collectifs thématiques ou électoraux. Le problème majeur reste le lien entre mouvement social et partis politiques mais aussi le lien organisation et individus. Où en est-on du processus de rapprochement de la gauche institutionnelle et du mouvement social ? L'aspiration au rassemblement pour fonder une gauche alternative capable de peser dans la politique française est très forte. Comment y répond-on ? Nous devons, nous PCF, aider à cette reconstruction à gauche à être un facteur pour aider au lien projet, rassemblement et organisation.

La proposition de Françoise Decan qui propose dans son département une manifestation départementale de la révolte me paraît répondre à cette nécessité de convergence des luttes, de projet et rassemblement, problèmes traités et évoluant dans un même mouvement. Pourquoi ne pas s'en saisir nationalement de la même manière ?

2. A propos de la lutte des sans papiers

Il serait intéressant de l'analyser d'un peu plus près et de comprendre comment l'on passe d'une lutte pour la régularisation des sans papiers qui ne concernait qu'une petite frange de militants, à une lutte plus massive avec le réseau RESF qui touchait les gens de manière personnelle, affective avec les enfants expulsés.

Ces derniers temps avec la lutte des sans papiers sur leur lieu de travail, l'engagement de la CGT, le fait que certains patrons aient approuvé leur régularisation par nécessité pour leur entreprise, nous sommes arrivés à inverser l'opinion publique sur ce sujet puisqu'une majorité de Français sont pour la régularisation. Il me semble que cela a à voir avec l'unité « des dominés » et le type de bataille que cela suppose de mener pour renverser la pensée unique et dominante qui a pour objectif de diviser l'ensemble des salariés. Cette bataille montre aussi la nécessité de tenir nos valeurs même à contre courant à certains moments.

3. A propos de la pétition « spéculation et crises : ça suffit! »

Je ne partage pas l'idée que nous ne devons pas signer cette pétition. Il y en a assez des positions absolues qui nous isolent de l'ensemble du mouvement social. Il en était de même pour Bolkestein ou la taxe Tobin. Ne pas signer de textes qui n'englobent pas toute notre analyse, sous prétexte que si l'on n'écrit pas « réorientation de la Banque centrale européenne » nous ne sommes que des socio-démocrates. De cette façon, nous confirmons les salariés dans leur sentiment d'impuissance qui est aujourd'hui le plus grand obstacle pour changer la société en profondeur.

Signer une pétition qui n'englobe pas la totalité d'un projet réellement alternatif ne nous dédouanne pas d'un débat sur la totalité des mesures à prendre.